



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DU CHER

Direction Départementale de la Cohésion Sociale

et de la Protection des Populations

Pôle de la Protection des Populations

Service de la Protection de l'Environnement

Bourges, le **12 FEV, 2015**

Monsieur le Directeur,

Conformément aux dispositions de l'article R.515-84 du code de l'environnement, votre société BERNARDY exploite, dans son établissement de Thénieux, des activités autorisées notamment par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 1999 modifié qui, pour certaines d'entre elles, relèvent du champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles.

Après examen de votre déclaration, le classement de vos installations figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 1999 modifié relève également de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement au titre de la rubrique mentionnée dans le tableau-ci dessous :

N° de la rubrique	Installations et activités concernées	Eléments caractéristiques et/ou Volume maximal autorisé	Régime
3450	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, y compris d'intermédiaires	1400 Van	A
3420-c	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques Bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium	320 t/an	A
3420-d	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques Sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate à potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent	320 Van	A
3410-g	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques Dérivés organométalliques	200 Van	A

Monsieur le Directeur
Société BERNARDY SAS
12, route de Tours
18100 THENIOUX

De plus, le document BREF associé à la rubrique 3450 est le document BREF intitulé SIC.

Je vous informe, par ailleurs, que la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à ce BREF déclenchera le réexamen des conditions d'exploitation de vos installations. Conformément à l'article R.515-71 du code de l'environnement, vous disposerez alors d'un délai de 12 mois pour remettre à la préfecture (DDCSPP) un dossier de réexamen dans les formes prévues à l'article R.515-72 du code de l'environnement.

En outre, par courrier du 22 décembre 2014, vous m'avez notifié la cessation de l'activité relevant de la rubrique 1450-2-a de la nomenclature des installations classées. Après examen de votre déclaration, le classement de cette activité, figurant dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 mars 1999 modifié, ne relève plus de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

La Préfète,
Pour la Préfète et par délé gation,
Pour le Directeur départe e par délégation,
Le Directeur départe e ntal ..djoint,



Thierry PLACE